

Soutien au collectif « Action pour la Kabylie »

Marchons toutes et tous ensemble à Paris pour la Kabylie et contre la répression Le dimanche 12 mars 2023, à partir de 14h, de Bastille à Nation.

La répression en Kabylie aura connu son apogée ces derniers mois. Le régime algérien fidèle à sa politique violente et meurtrière n'a cessé de s'en prendre aux militantes et aux militants kabyles : c'est l'emprisonnement arbitraire, la torture blanche, des parodies de procès, les intimidations, la traque, le fichage et la traçabilité de la population.

Le régime algérien depuis 1962 a opté pour la neutralisation de toute voie/voix dissidente par la violence. La répression violente de manifestants pacifiques en 1980, 1981, 1985 et 1988. L'assassinat d'opposants politiques. L'assassinat de Lounes Matoub, en 1998. L'implication démonstrative des services de sécurité algériens (DRS) dans l'exercice du pouvoir a fait de l'Etat algérien un régime militaro-policier où est étouffée toute velléité de changement, de démocratie et de progrès.

L'agression meurtrière de 2001 reste une tache indélébile dans la mémoire collective kabyle. Le régime algérien a fait usage d'armes de guerre, il a usé de torture et d'arrestations arbitraires pour venir à bout d'une région frondeuse mais pacifique, viscéralement pacifique.

En 2021, le régime algérien franchit le Rubicon avec une violation manifeste des droits de la personne humaine avec un acharnement sans précédent sur la militance kabyle. Après l'épisode de la COVID-19 qui a révélé la défaillance du régime et de ses institutions par la catastrophe sanitaire qui s'est soldée par plusieurs milliers de morts notamment par manque d'oxygène, nous avons assisté à un écocide par incendies volontaires de l'écosystème kabyle avec des centaines de morts et de blessés que les structures sanitaires algériennes ne pouvaient prendre en charge par leur obsolescence. La Kabylie était encore en train de panser ses blessures lorsque l'appareil répressif du régime s'est mis à arrêter arbitrairement des citoyens accusés de terrorisme : des perquisitions injustifiées, des droits d'amener infondés, de la détention préventive abusive, des procès iniques, des peines de prison démesurées jusqu'à la perpétuité, voire la condamnation à mort.

Mais la Kabylie est également frappée d'une répression culturelle inédite. Les rassemblements, commémorations et activités culturelles font l'objet d'interdictions sans explications. De nombreux artistes et intellectuels interdits de se rendre à l'étranger. Remise en cause de l'officialisation et de l'institutionnalisation de Tamazight en vue. La volonté de contrôle et de neutralisation de l'élite politique et universitaire de Kabylie est évidente.

La répression structurelle et systémique de la Kabylie n'a pas fait réagir les commis de l'État central d'origine kabyle : les militaires, la police, les gendarmes, les corps de sécurité, la haute administration... Nous assistons ainsi au renforcement d'une base sociale du régime qui s'investit dans la délation et la chasse aux militants. Nous prenons acte.

C'est dans ce contexte qu'un collectif soucieux de défendre les intérêts moraux et matériels de la Kabylie s'est formé en France, il appelle à une marche à Paris le 12 mars 2023 à 14h, de Bastille à Nation, pour agir en faveur de la Kabylie meurtrie et menacée. Ce collectif et son initiative doivent être soutenus et accompagnés.

TAMAZGHA, Organisation non gouvernementale, soutient les initiatives du collectif « Action pour la Kabylie » et appelle l'ensemble des Kabyles et des Amazighs de manière générale à marcher le 12 mars à Paris pour dénoncer la répression et la violation des droits de l'Homme dont est victime la Kabylie.

Pour la libération sans conditions de l'ensemble des détenus politiques et d'opinion arbitrairement incarcérés dans les prisons algériennes.

**Tamazgha,
Paris, le 1^{er} mars 2023.**

